ASSEMBLÉE NATIONALE

11 avril 2023

PROMOUVOIR L'EMPLOI ET LE RETOUR DES FONCTIONNAIRES D'ETAT ULTRAMARINS DANS LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER - (N° 980)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL34

présenté par
Mme K/Bidi, rapporteure

ARTICLE 3

Compléter l'alinéa 9 par les mots :

« , ayant leur résidence habituelle sur le territoire considéré ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le critère n° 5 n'a de sens que si les personnes concernées (ascendant, descendant, conjoint ou partenaire) ont justement leur résidence habituelle sur le territoire que le fonctionnaire cherche à faire reconnaître comme lieu de son centre des intérêts moraux et matériels.

Or, cette précision n'est qu'implicite dans la rédaction actuelle, le critère ne se référant pas au lieu de résidence des personnes concernées.

Le présent amendement vise à corriger cette imprécision.